

Comminges : "L'avenir des services des Finances Publiques est très sombre"

Toutes les trésoreries du territoire commingeois "pourraient exploser et être transformées en point d'accueil, permanent ou ponctuel..." avec à la clé "une soixantaine d'emplois qui pourraient être supprimés ou délocalisés"... Nous publions ci-après un article de salariés commingeois avec l'intersyndicale Solidaires / CGT Finances Publiques.

Lundi 4 Février 2019



Comme partout en France, le jeudi 31 janvier, les agents de Finances Publics du Comminges ont occupé leur lieu de travail pour :

- Défendre leurs statuts,
- Exiger la création d'emploi afin d'accomplir correctement toutes leurs missions,
- Exiger une revalorisation salariale,
- Défendre le service public de proximité,

Les salariés veulent rappeler à la direction régionale que "le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas".

Le directeur régional de la DRFIP, M. Perrin doit remettre au directeur national, M. Parent son projet d'élaboration "Bâtir un nouveau réseau". Ce document secret élaboré avec le préfet doit être remis le 15 février au ministère.

Ce projet doit dessiner la nouvelle carte géographique de l'implantation des trésoreries et des services fiscaux de Saint-Gaudens.

D'après le cahier des charges qui a "fuité" fin décembre, l'avenir des services des Finances Publiques est très sombre.

Pour le Comminges, toutes les trésoreries telles que vous les connaissez pourraient exploser et être transformées en point d'accueil, permanent ou ponctuel.

■ *La notion de proximité est réduite à la notion d'accessibilité.*

Le logo des Finances Publiques pourra continuer à pendouiller sur une structure de collectivité (mairie, communauté des communes) ou dans une pseudo Maison de services aux publics.

Ce point d'accueil serait vide de toutes compétences dédiées aux collectivités et aux usagers, un trompe l'oeil pour les citoyens, un recul du service public tant sur l'emploi que sur les missions rattachées aux trésoreries.

De même, le centre des Finances Publiques de Saint-Gaudens pourrait être purgé de ces missions, fiscalités des entreprises, des particuliers et cadastrales. **Ces missions pourraient être départementalisées sur la métropole toulousaine.**

Pour le Comminges, une soixantaine d'emplois pourraient être supprimés, délocalisés.

Un savoir, une technicité, un professionnalisme, des conseils pour le Territoire pourraient disparaître au profit du tout numérique, des numéro 08, du travail à distance.

Après la révision générale des politiques publiques menée sous Sarkozy, la modernisation de l'action publique de Hollande, les services publics de proximité subissent l'action publique 2022 de Macron (moins 120.000 emplois de fonctionnaires en moins).

Ainsi, après 20.000 emplois supprimés en 10 ans et encore 2130 en 2019, les agents des Finances Publiques alertent les usagers, les élus :

- Comment récupérer les 80 milliards de Fraude Fiscale annuelle ?
- Comment contrôler les deniers publics ?
- Comment établir la comptabilité publique des collectivités ?
- Comment rechercher les fraudeurs à la TVA ?
- Comment aider au mieux les précaires, nos anciens démunis face à la généralisation forcée du tout numérique ?

Les agents des Finances Publiques du Comminges vont le mardi 5 février, le 7 février, le 14 février continuer à faire des occupations de leur lieu de travail, pour défendre leurs outils de travail et votre service public.

Ils appellent à rejoindre le mouvement de convergence des luttes CGT/SOLIDAIRES/FSU Comminges et les gilets jaunes le mardi 5 février à 14h30 à Saint-Gaudens.

Les salariés avec l'intersyndicale Solidaires / CGT Finances Publiques



Saint-Gaudens, centre des Finances Publiques, le 31 janvier dernier

80 Milliards d'euros
de FRAUDE FISCALE/an

20 000 Emplois
SUPPRIMÉS en 10 ans

A qui ça profite ?